

# INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

## AID11104: PROJET DE LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION INFANTILE CHRONIQUE DANS LA REGION DU CENTRE OUEST ET DU SUD OUEST DU BURKINA FASO

### CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICES POUR UN(E) INGÉNIEUR EXPERT(E) EN MONITORAGE ET EVALUATION

Réf: AID11104/AO/01/2022

Lorsqu'il soumet son offre, le soumissionnaire est tenu de respecter l'ensemble des instructions, formulaires, termes de référence, dispositions contractuelles et spécifications contenus dans le présent dossier d'appel d'offres. Le soumissionnaire qui ne fournit pas toutes les informations et tous les documents nécessaires dans les délais requis pourra voir son offre rejetée.

Les présentes instructions définissent les règles de soumission, de sélection et d'exécution des marchés financés au titre du présent appel d'offres, conformément aux dispositions du Guide pratique des procédures contractuelles applicables à l'action extérieure de l'UE (PRAG) (disponible sur l'internet à l'adresse suivante: <http://ec.europa.eu/europeaid/prag/document.do>).

#### 1. Services à fournir

Les services requis par le pouvoir adjudicateur sont décrits dans les termes de référence.

#### 2. Calendrier

	DATE	HEURE
Date limite à laquelle les demandes d'éclaircissements doivent être adressées au pouvoir adjudicateur	25 juillet	13:00 heure de Ouagadougou
Date limite à laquelle le pouvoir adjudicateur doit répondre aux demandes d'éclaircissements	28 juillet	-
Date limite de soumission des offres	3 aout	13:00 heure de Ouagadougou
Entretiens (le cas échéant)	8 aout	-
Date de clôture de l'évaluation des offres techniques	8 aout	-
Notification de l'attribution	10 aout ☐	-
Signature du contrat	12 aout ☐	-
Date de commencement	16 aout ☐	-

#### Participation, experts et sous-traitance

La participation au présent appel d'offres n'est ouverte qu'aux soumissionnaires invités.

### 3. Contenu des offres

Les offres, toute la correspondance et tous les documents relatifs à l'appel d'offres échangés entre le soumissionnaire et le pouvoir adjudicateur doivent être écrits en français.

Les pièces justificatives et les documents imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue pour autant qu'une traduction dans la langue de la procédure leur soit annexée. Aux fins de l'interprétation de l'offre, la langue de la procédure prévaudra.

Chaque offre doit comprendre une offre technique et une offre financière.

#### 4.1. Offre technique

L'offre technique doit contenir les documents suivants:

- formulaire de soumission de l'offre et Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et de sélection ;
- document intitulé « *Organisation et méthodologie* » ;
- Curriculum Vitae du soumissionnaire

#### 4.2. Offre financière

Les offres doivent être libellées en EUR et code de la monnaie nationale (XOF).

### 4. Variantes

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à soumettre une variante en complément de la présente offre.

### 5. Période de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 (quatre-vingt-dix) jours après la date limite de soumission des offres ou jusqu'à ce qu'ils aient été informés que le marché ne leur a pas été attribué.

### 6. Informations complémentaires avant la date limite de soumission des offres

Selon le calendrier indiqué au point 2, à demander par mail à l'adresse [giulia.polato@aics.gov.it](mailto:giulia.polato@aics.gov.it) et, en copie, à l'adresse [secret.ouagadougou@aics.gov.it](mailto:secret.ouagadougou@aics.gov.it).

### 7. Soumission des offres

Les offres doivent être envoyées au pouvoir adjudicateur avant la date indiquée dans le calendrier. Elles doivent être soumises :

- soit en main propre directement dans les locaux du pouvoir adjudicateur par le participant en personne ou par tout mandataire du participant, contre accusé de réception signé et daté, auquel cas l'accusé de réception fait foi, à l'adresse qui suit :

**Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS)**

**Siège de Ouagadougou**

**Avenue du Président Saye Zerbo, n. 697**

**01 B.P. 3432 Ouagadougou 01**

- soit par messagerie électronique certifié (PEC: [ouaga@pec.aics.gov.it](mailto:ouaga@pec.aics.gov.it))

## **8. Modification ou retrait des offres**

Les soumissionnaires peuvent modifier ou retirer leur offre moyennant une notification écrite avant la date limite de soumission des offres. Aucune offre ne saurait être modifiée après ce délai.

## **9. Frais inhérents à la préparation des offres**

Aucun coût supporté par le soumissionnaire pour la préparation et la soumission de l'offre n'est remboursé. L'ensemble de ces coûts sont à charge du soumissionnaire.

## **10. Propriété des offres**

Le pouvoir adjudicateur conserve la propriété de toutes les offres reçues dans le cadre du présent appel d'offres. En conséquence, les soumissionnaires ne peuvent exiger que leur offre leur soit renvoyée.

## **11. Évaluation des offres**

### **12.1.1 Évaluation des offres techniques**

La qualité de chaque offre technique sera évaluée conformément aux critères d'attribution et à la pondération correspondante figurant dans une grille d'évaluation. Les critères d'attribution seront examinés selon les prescriptions contenues dans les termes de référence.

### **12.1.2 Entretiens**

Aucun entretien n'est prévu.

### **12.2 Évaluation des offres financières**

Au terme de l'évaluation technique, il est procédé à l'examen des offres financières pour les offres n'ayant pas été éliminées au cours de l'évaluation technique. Les offres dépassant le budget maximal disponible pour le marché ne sont pas acceptables et seront écartées.

### **12.3 Choix de l'attributaire**

Le choix de l'offre présentant le meilleur rapport qualité/prix résulte d'une pondération de la qualité technique et du prix selon une clef de répartition 80/20.

### **12.4 Confidentialité**

L'intégralité de la procédure d'évaluation est confidentielle, sous réserve de la législation du pouvoir adjudicateur en matière d'accès aux documents.

## **12. Clauses déontologiques/Pratiques de corruption**

### **a) Absence de conflit d'intérêts**

Le soumissionnaire ne peut avoir aucun conflit d'intérêts ni aucun lien spécifique équivalent avec d'autres soumissionnaires ou d'autres parties au projet. Toute tentative d'un soumissionnaire visant à se procurer des informations confidentielles, à conclure des ententes illicites avec ses concurrents ou à influencer le comité d'évaluation ou le pouvoir adjudicateur au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres entraîne le rejet de son offre et l'expose potentiellement à des sanctions administratives conformément au règlement financier en vigueur.

b) Respect des droits de l'homme ainsi que de la législation environnementale et des normes fondamentales en matière de travail

Le soumissionnaire et son personnel doivent respecter les droits de l'homme ainsi que les règles applicables en matière de protection des données. En particulier et conformément à l'acte de base applicable, les soumissionnaires et les demandeurs qui se voient attribuer un marché respectent la législation environnementale, notamment les accords multilatéraux en matière environnementale, ainsi que les normes fondamentales en matière de travail applicables, telles que définies dans les conventions pertinentes de l'Organisation internationale du travail (notamment les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé et obligatoire et sur l'abolition du travail des enfants).

<b>Tolérance zéro concernant l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels</b>
Le pouvoir adjudicateur applique une politique de « tolérance zéro » en ce qui concerne tout comportement fautif ayant un impact sur la crédibilité professionnelle du soumissionnaire.
Sont interdits les violences physiques ou châtiments corporels, les menaces de violences physiques, les abus ou l'exploitation sexuels, le harcèlement et les violences verbales, ainsi que toutes les autres formes d'intimidation.

c) Lutte contre la corruption

Le soumissionnaire doit respecter les lois, règlements et codes de conduite applicables en matière de lutte contre la corruption. Aux fins de la présente disposition, on entend par « pratique de corruption » toute offre de paiement illicite, de présent, de gratification ou de commission à quelque personne que ce soit à titre d'incitation ou de récompense pour qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait à l'attribution d'une subvention ou à l'exécution d'un contrat déjà conclu avec l'administration contractante.

e) Violation des obligations, irrégularités ou comportements frauduleux

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre ou d'annuler la procédure s'il s'avère que la procédure d'attribution du marché a été entachée de violations des obligations, d'irrégularités ou de comportements frauduleux. Lorsque de telles violations des obligations, de telles irrégularités ou de tels comportements frauduleux sont découverts après l'attribution du marché, le pouvoir adjudicateur peut s'abstenir de conclure le contrat.

### **13. Signature du (des) contrat(s)**

#### **14.1 Notification de l'attribution**

Les soumissionnaires seront informés du résultat de cette procédure de passation de marché par courrier électronique.

#### **14.2. Signature du (des) contrat(s)**

Dans un délai de 5 (cinq) jours à compter de la réception du contrat signé par le pouvoir adjudicateur, l'attributaire signe, date et retourne le contrat au pouvoir adjudicateur.

### **14. Annulation de l'appel d'offres**

En cas d'annulation d'un appel d'offres, les soumissionnaires sont avertis de cette annulation par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur n'est en aucun cas redevable de dommages-intérêts, quelle que soit leur nature, y compris, sans restriction, de dommages-intérêts pour manque à gagner, et quel que soit leur rapport avec l'annulation d'un appel d'offres, et ce même dans le cas où le pouvoir adjudicateur a été informé de la possibilité de dommages-intérêts. La publication d'un avis de marché n'engage nullement le pouvoir adjudicateur à mettre en œuvre le programme ou le projet annoncé.

#### **15. Voies de recours**

Les soumissionnaires qui s'estiment lésés par une erreur ou irrégularité commise dans le cadre de la procédure d'attribution peuvent introduire une plainte.

#### **17. Protection des données**

Le traitement des données à caractère personnel relatives au présent appel d'offres par le pouvoir adjudicateur a lieu conformément à la législation nationale de l'État du pouvoir adjudicateur et aux dispositions de la convention de financement correspondante.

Si le traitement de votre réponse à l'appel d'offres implique le transfert de données à caractère personnel (telles que des noms, des coordonnées et des CV), elles ne seront traitées qu'aux fins du suivi de la procédure de passation de marché et de l'exécution du marché.

#### **18. Système de détection rapide et d'exclusion**

Les soumissionnaires et, s'ils sont des personnes morales, les personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur eux, sont informés du fait que, s'ils sont dans une des situations relevant d'exclusion, leurs coordonnées peuvent être enregistrées dans le système d'exclusion, et communiquées aux personnes et entités concernées, en relation avec l'attribution ou l'exécution d'un marché public.